

Introduction

Le mot d'ordre de « transition énergétique » : un enjeu de recherche pour les sciences humaines et sociales

Vincent BAGGIONI, Céline BURGER, Joseph CACCIARI et Marie MANGOLD

Cet ouvrage fait suite au colloque *Approches critiques de la « transition énergétique » dans les sciences humaines et sociales (ACTESHHS)* qui s'est tenu à l'université de Strasbourg les 9 et 10 juin 2016¹. L'objet de cette manifestation scientifique était de proposer une tentative de renouvellement des questionnements sur la « transition énergétique » et sur l'objet énergie dans les sciences humaines et sociales (SHS)², en s'interrogeant de manière rétrospective et réflexive sur les différentes façons dont les sciences sociales ont pu, ces deux dernières décennies, participer à l'institutionnalisation de la transition énergétique et de sa mise en œuvre (politique, économique, technique, etc.). L'objectif était alors de « tirer des leçons » pour l'avenir des recherches sur ce thème et d'impulser une réflexion sur la nature de leurs rapports avec les mondes politique, économique, etc. Bien qu'une certaine focale soit mise sur la sociologie de l'énergie, le dialogue entre disciplines a également été au cœur de ce projet collectif. Le colloque a en effet été marqué par l'interdisciplinarité des participants, réunissant politistes, philosophes, juristes, économistes, sociologues, géographes et historiens. L'ouvrage épouse les grandes lignes de ces questionnements tout en apportant un approfondissement faisant suite aux débats du colloque, que nous exposons dans cette introduction.

1. Six sessions thématiques, autour de dix-huit communications, ont été organisées. Le colloque proposait également une table ronde réunissant plusieurs spécialistes et une conférence introductive, le second jour, présentée par les alliances de coordination de la recherche ANCRE (Alliance nationale de coordination de la recherche pour l'énergie) et ATHENA (Alliance nationale des sciences humaines et sociales) [que l'on retrouve à la fin de cet ouvrage]. Au final, dix communications ont été retenues pour la présente publication parmi la cinquantaine de propositions reçues au départ. L'évaluation a été effectuée de manière anonyme par les membres du comité scientifique, dans le but de garantir la qualité de la sélection.
2. Pour l'ouvrage, l'expression « sciences humaines et sociales » désignera l'ensemble des disciplines universitaires produisant des connaissances indexées sur un ensemble de paramètres socio-historiques, spatiaux ainsi que la prise compte de l'action et du point de vue situé des individus socialisés.

Un défi contemporain qui questionne le monde de la recherche

Présenté comme un des défis majeurs du monde contemporain, l'impératif de transition énergétique cristallise de nombreuses préoccupations liées aux enjeux environnementaux et climatiques. Impliquant « un ensemble de changements attendus dans les manières de produire, de consommer et de penser l'énergie » (Cacciari *et al.*, 2014), cette focale sur la transition énergétique interroge alors tant par sa forme que dans ses objectifs, par-delà le sentiment d'urgence qu'elle suscite. En suivant cette idée, on peut distinguer deux types d'interrogations.

Premièrement une attention devrait être portée aux options retenues en la matière et qui participent à définir les normes de la transition énergétique et les modes de concrétisation qui lui sont associés. Il s'agit ici d'examiner les processus de prise de décision, de gouvernance et les mécanismes d'appropriation conduisant à opter pour une solution plutôt qu'une autre en la matière. L'objectif consiste à montrer la part d'arbitraire dans les décisions relatives aux normes de la transition énergétique, et, à un second niveau, la manière dont peuvent s'envisager d'autres types de processus sortant de ces cadres normatifs, à partir notamment d'expérimentations en cours à des échelles locales.

La deuxième interrogation porte sur les objectifs et les conséquences sociales, économiques et politiques que ces choix engendrent, dans la mesure où ils renvoient à une volonté de changement social. Il s'agit ici de s'interroger sur les effets de cadrage produits par les normes de transition énergétique. C'est pourquoi nous utilisons l'expression de mot d'ordre pour qualifier la transition énergétique, dans la mesure où elle vient ordonner le réel et certains des formats d'expérience associés à l'objet « énergie » dans la réalité sociale. L'actualité de ces questionnements est visible à travers la constitution récente d'un champ de recherche en SHS autour de l'objet « énergie », comme en témoigne la tenue de plusieurs colloques et journées d'étude³ ainsi qu'une production scientifique importante se donnant pour objet le rapport à l'énergie en société ou plus directement la transition énergétique (Bafoil, 2016 ; Burger et Mancebo, 2013 ; Christen et Hamman, 2015 ; Labussière et Nadaï, 2018 ; Lamard et Stoskopf, 2018 ; Ortar et Subrémon, 2018 ; Scarwell, Leducq et Groux, 2015 ; Zélem et Beslay, 2015). Pourtant, une telle mobilisation des SHS peut-être interrogée sur deux plans au moins. D'abord en raison des incertitudes qui pèsent sur la notion même de transition énergétique et qui en font une catégorie difficilement saisissable. D'autre part, cette interrogation peut porter sur la nature des recherches en la matière. Souvent réalisées en lien avec des commanditaires privés ou publics, ces recherches ont jusqu'à ce jour principalement été sollicitées pour leur capacité d'expertise censée apporter des « solutions » aux enjeux énergétiques futurs en matière de production, de consommation, de rapport à l'environnement, etc.

3. Pour l'année 2015 qui précédait l'organisation de notre colloque, on peut citer l'organisation à un mois d'intervalle de deux colloques internationaux d'envergure : *Sciences sociales et transitions énergétiques* (Grenoble, mai 2015) et les secondes *Journées internationales de la sociologie de l'énergie* (Tours, juillet 2015).

Nombre de ces analyses focalisent dès lors sur la question de l'« acceptation sociale » de mesures politiques, techniques et économiques prises dans le cadre de la transition énergétique (Labussière et Nadaï, 2015), avec des demandes de résultats en temps réel par les commanditaires de ces recherches liés à des attentes de connaissances (Cacciari, 2017). Bien que certains chercheurs traduisent et hybrident la commande initiale à partir de leur propre champ d'expérience et horizon d'attentes, une part importante des recherches sur ce thème semblent ne pas prendre le recul nécessaire permettant une réflexivité sur les enjeux même de la commande. Pourtant, les sciences sociales ont construit des outils de recherche, dans d'autres champs tels que ceux de l'éducation, la santé ou encore la sociologie urbaine, permettant de composer avec la commande publique ou privée tout en proposant une approche réflexive voire critique. Se construisant contre ou « tout contre » l'État (Amiot, 1986), la sociologie doit s'accommoder de cette tension que le caractère normatif de la transition énergétique vient accentuer.

Cette approche soulève finalement deux thématiques qui structurent cet ouvrage : 1/ la dimension normative de la transition énergétique 2/ la construction d'un champ de recherche en SHS portant sur l'objet énergie.

Une notion sans transition du monde politique au monde scientifique

La première problématique s'adresse à la notion de transition énergétique elle-même. Celle-ci semble apparaître comme une évidence normative pour les acteurs institutionnels et certains chercheurs. Même si des divergences peuvent persister dans sa définition, les options convergent le plus souvent vers des politiques de maîtrise de la demande énergétique (MDE), avec un versant lié aux pratiques (injonctions à la « sobriété » énergétique) et un autre aux techniques (notion d'« efficacité » énergétique). L'objectif est donc celui d'une société où la consommation énergétique, et en particulier l'usage des énergies carbonées, irait en décroissant. Or, en se voyant imposer d'emblée un objectif à atteindre, le chercheur ne risque-t-il pas de préjuger des pratiques et représentations étudiées sous le seul filtre de leur conformité à un ordre énergétique sobre souhaitable ? N'y aurait-il pas plutôt matière à prendre en compte l'existence de plusieurs visions de l'avenir possibles, qui s'affrontent et qui sont autant « de gestes sociaux et politiques » divergents au regard des enjeux climatiques et énergétiques (Labussière et Nadaï, 2015, p. 38) ? La notion de transition énergétique apparaîtrait alors davantage comme « un outil historique » (Mélosi, 2010, p. 46). Son avènement, loin de se placer dans un processus de rupture, s'expliquerait d'abord par la concurrence et la recomposition (et non la disparition) de différents cadres de référence passés et actuels concernant la vision de l'avenir énergétique et les chemins qui y mènent. Par exemple, en replaçant la notion de transition énergétique dans son processus de construction socio-historique, il serait possible d'observer de quelle manière elle a pu se substituer ces dernières années au concept de « développement durable » dans de nombreux domaines d'activités sociales, politiques et même scientifiques. Ceci interroge les

modes d'évolution et la retraduction de ces enjeux, tout en questionnant leurs appropriations par les chercheurs en SHS. Ainsi, si la lutte contre le changement climatique peut constituer un objectif politique en soi, sa poursuite n'empêche pas un questionnement sur sa construction en tant que problème public, ainsi que sur les effets sociaux auxquels conduisent ou induisent les actions que cette politique promeut.

Un champ de recherche encore focalisé sur une conception hétéronome de la transition énergétique ?

La seconde problématique naît de la croissance des productions scientifiques en SHS sur le thème de l'énergie⁴. Si elles représentent un effort indéniable du monde de la recherche, soulignant la vitalité du thème, on observe cependant un éclatement des recherches en la matière en de nombreuses sous-thématiques (production, habitat, consommation, marché). Cette pluralité peut constituer une force pour les SHS et un gage d'autonomie dans la production du savoir, par rapport au discours normé d'autres mondes sociaux (politiques, économiques) sur le thème. Mais cet éclatement en sous-thématiques peut également conduire à un manque de clarté sur les enjeux que la thématique énergétique impose non seulement aux sciences sociales, mais à la société dans sa globalité. Nous voyons deux raisons à cela :

1/ Cette dispersion se joue en l'absence d'une réflexion autonome sur l'énergie en tant qu'objet de recherche pour les sciences sociales. En France, les travaux proposant une dimension à prétention « épistémologique », ou tout du moins réflexive sur l'objet ne sont pas récents (Bovay, 1988 ; Desjeux, 1996) et correspondent à un rapport à l'énergie très différent de celui qui guide les politiques actuelles en matière de production et de consommation, puisque se plaçant dans une période de relative abondance ou dans les suites des chocs pétroliers.

2/ Les recherches sur le thème s'affranchissent parfois d'approches éprouvées par les SHS sur d'autres objets. Ainsi, les enquêtes relatives à la consommation d'énergie ne prennent que rarement appui sur des résultats produits à partir de l'étude de la consommation, notamment alimentaire⁵, ou du corps, ou encore de l'histoire matérielle. Elles restreignent par-là une mise en perspective possible entre différents sous-champs de recherche. Souvent, aussi, c'est une anthropologie ou une sociologie « des usages » ou « de la pratique », qui fait office de grille de lecture, dont les tenants épistémologiques et méthodologiques restent peu explicites (Dubuisson-Quellier et Plesz, 2013) dans les comptes rendus de recherche. La focale sur la sphère individuelle offre alors peu de place, par exemple, à une

4. Nous faisons ici référence aux productions de SHS se situant dans la période des années 2000. Jérôme Cihuelo, Arthur Jobert et Catherine Grandclément (2015) soulignent que ces travaux s'inscrivent dans une « nouvelle vague » de recherche en sciences sociales de l'énergie, se démarquant de celle consécutive aux chocs pétroliers des années 1970.

5. L'absence quasi constante de référence à Maurice Halbwachs ou à d'autres travaux de référence en la matière en constitue un indicateur.

approche en matière d'inégalités sociales, en écologisant précipitamment le social (Lees, 2014). Peu de corpus mobilisent encore des histoires de vie précisément documentées et restituées dans des dimensions structurantes, comme celle des rapports de classes (Comby, 2015).

Autre exemple, les enquêtes relatives aux « bâtiments économes » adoptent le plus souvent le cadre de la sociologie de l'innovation, de la diffusion⁶ ou des organisations. On pourrait pourtant proposer d'autres approches sur ce thème, telle que la sociologie des groupes professionnels, l'anthropologie et l'histoire des techniques ou encore l'histoire de l'environnement. Ou encore, à propos de la territorialisation des systèmes et des installations énergétiques, les recherches se centrent principalement sur les conflits ou les mésusages qu'entraîne l'introduction de nouveaux objets techniques dans l'environnement quotidien des populations. Cette focale néglige ainsi les formes de stabilité qui peuvent être observées dans l'implantation de systèmes énergétiques, ainsi que les mises en synergie avec d'autres dynamiques territoriales. En effet, l'implantation d'équipements de production d'énergies renouvelables dans des espaces patrimonialisés n'implique pas forcément le conflit. Leur caractère pacifié peut alors trouver des explications dans les soutiens que reçoivent ces équipements ou dans les régulations locales dont ils font l'objet. Les continuités historiques, sociales ou politiques, mais aussi les régulations mises en œuvre par les pouvoirs publics et les opérateurs, pourraient à ce titre contribuer à indiquer la permanence d'ordres sociaux auxquels l'énergie peut prendre part.

Enfin, les recherches portant sur les mobilisations environnementales associées aux enjeux énergétiques, en observant avant tout les scènes publiques d'affrontements et les arguments qui s'y déploient, minimisent souvent les relations de domination, de soumission ou de résistance qu'entretiennent les groupes sociaux entre eux et qui participent tout autant, si ce n'est davantage, aux phénomènes de rejet ou d'appropriation des systèmes installés. Aussi, sans dénier l'intérêt des démarches adoptées depuis une vingtaine d'années en la matière, il y a bien lieu de se demander si d'autres formats de recherche autour de l'énergie sont possibles.

Quatre enjeux pour le futur de la recherche en sciences sociales sur la transition énergétique

Autour de ces deux problématiques, c'est une ambition croisée que porte la publication de cet ouvrage : interroger la notion de « transition énergétique » tout en ouvrant la boîte noire des cadres théoriques et des approches actuellement dominantes sur le thème de l'énergie en France. Il s'agit donc de remettre en perspective des objets de recherche à partir d'un travail critique, au sens de l'actualisation du savoir, se basant sur de nouveaux outils de pensée et de recherche.

6. Cihuelo, Jobert et Grandclément identifient également un découpage dichotomique de ce champ de recherche entre une approche dite de « management de la transition » et une approche dite de « théorie de la pratique » (2015).

En la matière, c'est la production des savoirs sur la transition énergétique et les modalités de cette production qui ont été au centre des échanges et interrogations du colloque strasbourgeois et qui constituent l'armature de la posture critique ici défendue comme science réflexive. Cet ouvrage s'appuiera donc sur cette orientation, pour laquelle nous proposons une déclinaison en quatre modalités distinctes :

- interroger la notion de « transition énergétique » dans ses diverses acceptions scientifiques ;
- traiter la question du statut de l'expertise, notamment au travers du rapport aux financeurs et de l'instrumentalisation possible des travaux scientifiques ;
- repenser le rapport entre production, distribution et consommation d'énergie ;
- réinterroger le territoire en tant que variable participant aux rapports sociaux et non plus comme contenant neutre.

Ces quatre modalités de questionnement sont distribuées entre trois parties distinctes organisant l'ouvrage. Les dix contributions ont été sélectionnées dans le but d'apporter un regard pluridisciplinaire sur l'ensemble des questionnements.

Première partie : (ré) interroger la notion de transition énergétique dans son contenu et son histoire

La première partie de l'ouvrage, introduite par Christophe Bouneau (université Bordeaux Montaigne), interroge la transition énergétique à partir d'éléments de cadrage philosophique, idéologique et historique. Il s'agit de réaliser une première incursion dans la dimension temporelle de l'expression et du projet politique qu'elle supporte. Cette partie prétend en saisir les bifurcations, les médiations et les retournements, historicisant le temps présent dans une tension entre rétrospective et prospective comme y incitent nombre de chercheurs, et plus particulièrement des historiens (Mélosi, *op. cit.* ; Bouneau, 2015 ; Bouneau et Vila, 2016 ; Lamard et Stoskopf, 2018), sur différents terrains et à partir de perspectives diverses.

Dans la première contribution intitulée : « À quelles conceptions du politique et de la culture les transitions énergétiques engagent-elles ? », **Rémi Zanni** (LSP, Paris 7) discute ainsi cette expression de transition énergétique du point de vue philosophique. En examinant ses conditions, sa structure conceptuelle, son approche conduit à interroger le type d'organisation sociale impliqué par les différentes acceptions possibles de la transition énergétique.

Marion Fontaine (université d'Avignon, Centre Norbert-Elias), interroge quant à elle la transition énergétique à l'examen d'un cas historique : celui de la place du charbon dans la société française des années 1970-1980. Au prisme de cette étude de cas, cette deuxième contribution avance l'idée que les revirements dans les choix énergétiques successifs d'une société peuvent être examinés comme autant d'indices du caractère historique des processus politiques labellisés « transition énergétique ».

La troisième contribution porte sur la thématique du « bâtiment énergétiquement durable ». **Julie Neuwels** (université de Liège) y aborde la dialectique de « l'innovation » et de la « reproduction » induite par toute référence à une transition d'un état à un autre (comme la transition énergétique), et plus généralement à toute interrogation sur le changement social. Elle interroge pour ce faire ce que la notion de « bâtiment énergétiquement performant » tient pour acquis, à partir d'une analyse de sa mise en politique dans la région bruxelloise. L'analyse s'inscrit dans une optique de décomposition des politiques énergétiques en s'attachant à leur signification plutôt qu'à leur efficacité, interrogeant par-là leurs bases idéologiques.

Le dernier texte de cette partie est une traduction d'un article de la sociologue **Elizabeth Shove** (Lancaster University) : *Habits and their creatures* (2012), réalisée par **Joseph Cacciari** (université Paris-Nanterre). Ce texte aborde clairement et synthétiquement trois concepts clés propres au courant de la *théorie des pratiques* auquel se rattache Shove⁷ : ceux de structure temporelle, de routine et d'infrastructure. L'auteure en réalise une présentation synthétique et éclairante en discutant d'autres approches sur le thème de la consommation durable dans le contexte de la transition énergétique : la théorie du choix rationnel et le behaviorisme. Cette traduction permet d'ouvrir une perspective hétérodoxe autour de l'objet « consommation durable », plus particulièrement en termes d'usages de l'énergie par les particuliers. Ici, point de résistance au changement, d'acteur rationnel ou de poids des routines. L'auteure prend un tout autre point de vue, celui de la pratique même comme entité inscrite dans l'enchevêtrement de lignes temporelles collectives et individuelles, en soulignant les conditions de possibilité de celle-ci.

On peut synthétiser l'apport de ces contributions en affirmant qu'elles s'intéressent toutes aux cadres de références possibles ou existants, à partir desquels la transition énergétique peut être entendue comme un processus politique disputé, et non une nécessité historique ou anthropologique. Ces textes interrogent les critères à partir desquels un tel processus peut être pensé, mis en œuvre, puis s'institutionnaliser comme nécessité historique. Les contributions de cette partie relativisent également en creux le caractère prétendument novateur des conceptions dominantes en matière de définition de ce qu'est une transition énergétique. Elles permettent ainsi de s'éloigner du sentiment d'évidence associé à cette notion, en le réinscrivant dans un mode de production politique et économique de la société contemporaine. L'approche diachronique se trouve ici consacrée comme une option incontournable pour les recherches en sciences sociales sur le thème de la transition énergétique. Les questions de la temporalité et de la problématisation des balises temporelles de la recherche apparaissent comme un horizon de première importance pour les enquêtes en sciences humaines et sociales aux prises avec la transition énergétique.

7. Pour une discussion fine et synthétique de ce courant de recherche et son importation dans le contexte français des recherches sur les pratiques durables voir : DUBUISSON-QUELLIER S. et PLESSZ M., 2013, « La théorie des pratiques », *Sociologie*, vol. 4, n° 4.

Deuxième partie : la résistible ascension des instruments de la transition énergétique

La seconde partie de l'ouvrage, introduite par Philippe Hamman (université de Strasbourg), tente de combler une perspective de recherche encore peu développée autour de la transition énergétique. Celle-ci concerne l'examen des outils permettant de mettre en pratique ce processus : scénarios, tarifs d'achat, autonomie énergétique, débats techniques, technologies de production... C'est à une réflexion ancrée dans l'espace, parfois à l'échelle des individus, à laquelle nous invitent les auteurs. Il sera principalement montré dans cette partie que l'ouverture des « boîtes noires » de la transition énergétique, « en-train-de-se-faire » ou « en-train-de-se-décider », permet de réinscrire celle-ci dans des rapports sociaux qui lui confèrent contenu et forme dans le temps. L'analyse des innovations socio-techniques permet en effet de réinscrire le processus de « transition énergétique » au sein de jeux d'acteurs complexes, et de le confronter aux outils de l'analyse de l'action publique et de ses instruments.

Faisant le constat d'une réduction des mécanismes de la transition énergétique à une dimension économique et technologique, **Gilles Debizet** (PACTE, université Grenoble Alpes) et **Stéphane Labranche** (PACTE, Sciences Po Grenoble) questionnent la possibilité d'élaborer « des scénarios prospectifs qui intégreraient à la fois les questions de technologies, d'espace et les jeux d'acteurs – dont l'économie ne serait qu'une dimension parmi d'autres ». Ils ambitionnent, par cette contribution, de souligner l'apport des sciences humaines et sociales dans la critique des constructions prospectives, mais aussi dans l'élaboration de visions énergétiques innovantes. À partir de l'identification de quatre grands types d'acteurs – les grands opérateurs énergétiques, les collectivités locales, l'État et les collectifs de consommateurs – jouant un rôle pivot dans la mise en œuvre de systèmes énergétiques novateurs, quatre scénarios idéaux-typiques sont élaborés. En partant des acteurs, ces scénarios mettent en exergue la dimension politique de la transition énergétique, avec l'identification de rapports de force orientant les projets énergétiques. Ceci conduit également à pointer la question des inégalités d'accès à l'énergie, enjeu sous-traité des scénarios dominants.

Béatrice Cointe (Centre For Technology, Innovation and Culture, université d'Oslo) offre une lecture de l'organisation des politiques et instruments publics mettant en œuvre la transition énergétique *via* l'analyse des tarifs d'achat du photovoltaïque français depuis le début des années 2000. Ceux-ci visent à encourager le développement de l'énergie électrique photovoltaïque, en particulier en l'intégrant au réseau électrique global. En mobilisant le concept d'agencement sociotechnique (Callon, 2013), l'auteure retrace le rôle des acteurs publics et privés ainsi que leurs interactions, en lien avec l'instrument financier des tarifs d'achat. Elle rappelle leurs évolutions historiques et leur inscription dans une politique européenne, ce qui alimente dès lors une sociologie de l'organisation du marché des énergies renouvelables et du développement de technologies de production d'électricité.

La contribution de **Laurence Rocher** (Environnement-ville-société, université Lyon 2) et d'**Éric Verdeil** (Sciences Po – CERI) prend aussi appui sur les instruments visant le développement de l'énergie solaire, ici dans le contexte tunisien. Se différenciant de la politique européenne basée sur des tarifs d'achat, la politique tunisienne vise avant tout à subventionner l'installation d'équipements solaires (photovoltaïque et thermique). En identifiant des espaces de résistance aux instruments (Le Bourhis et Lascoumes, 2014), à travers la conception et la mise en œuvre de l'instrument étudié, les auteurs proposent « un regard critique sur le pilotage de la transition énergétique ». Ils mettent en effet en évidence des intérêts divergents entravant l'approche instrumentale privilégiée par l'action publique, mais également des effets inattendus et de déviation de ces politiques énergétiques, notamment leurs appropriations par des acteurs intermédiaires détenant un rôle crucial dans la mise en œuvre de l'instrument.

Ces trois contributions portent sur des contextes territoriaux aux gouvernances différentes (France-Europe-Tunisie), mais ont pour point commun de mettre en lumière l'importance des jeux d'acteurs et des rapports de force pouvant reconfigurer les politiques énergétiques impulsées. Les deux dernières contributions intègrent une approche chronologique, permettant de documenter et de situer l'inscription de ces politiques et des instruments associés dans un horizon temporel précis, faisant ici écho à l'historicisation du temps présent de la première partie de l'ouvrage. Au final, l'analyse de logiques de marché transversale à cette partie témoigne du caractère non linéaire de la transition énergétique et, en particulier, du développement des énergies renouvelables, et de l'importance de la prise en compte du « monde social » dans lequel ces projets s'inscrivent.

Troisième partie : La transition énergétique dans le rapport global-local

La dernière partie, introduite par François Mancebo (université de Reims), a pour objectif de contribuer à réinterroger la question du territoire, largement mobilisée au sein des débats et des recherches concernant l'impératif de transition énergétique. Les contributions mettent en évidence deux dimensions qu'il y aurait lieu de davantage inscrire à l'agenda de la recherche. Premièrement, elles soulignent que la question de la transition énergétique ne se pose pas en tout lieu de la même manière, voire qu'elle ne s'impose pas du tout parfois au sein de certaines sociétés. Ce constat corrobore l'idée sous-jacente avancée par le colloque d'un lien profond existant entre la transition énergétique et un certain mode de production et d'organisation de la société. Deuxièmement, les contributions s'attachent à examiner les jeux d'acteurs locaux, mettant au premier plan l'importance de réaliser des prosopographies (ou biographie collective) des différents groupes d'acteurs. Une telle démarche permet en effet d'examiner, une fois encore, la part historique de la mise en politique du mot d'ordre de la « transition énergétique » et de relativiser sinon sa nécessité, du moins son efficacité concrète. Les rapports sociaux s'inscrivent en effet comme la base de rapports localisés à l'énergie. La « transition énergétique » apparaît finalement continuellement mise en concurrence avec des objectifs écono-

miques, qu'elle vient parfois appuyer et pour lesquels elle peut constituer un outil de valorisation, s'inscrivant alors dans un processus de « modernisation écologique » (Béal, 2016). Son caractère protéiforme et polysémique serait mis en évidence à l'instar des critiques adressées au « développement durable ».

Dans la première contribution, « Hydrocarbures non conventionnels et territoires : (mé)usages locaux de la transition énergétique », **Sébastien Chailleux** (laboratoire Passages, université de Pau), par une approche comparative, analyse l'utilisation politique de l'argument de transition énergétique que font les acteurs en place autour de projets d'exploration d'hydrocarbures non conventionnels au Québec et en France. Par cette approche est mise en exergue la part à accorder aux dynamiques socio-spatiales localisées ainsi qu'aux capacités d'intéressement des acteurs pour comprendre les enjeux de développement des projets.

Dans la seconde contribution, **Audrey Sérandour** (université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) et **Géraud Magrin** (université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) questionnent, sous l'angle de la géopolitique, l'utilisation dans les discours de la notion de « transition énergétique » pour appuyer l'exploitation du lithium andin (Argentine, Bolivie, Chili). Par l'analyse de trois terrains, les auteurs démontrent que l'exploitation de la ressource s'inscrit au sein de territoires dans des rapports locaux d'acteurs.

La troisième contribution intitulée « La construction sociale de projets de production d'énergies renouvelables : une entrée par les rapports sociaux localisés », de **Caroline Mazaud** (ESA-LARESS) et **Geneviève Pierre** (université d'Angers) propose une analyse de la mise en place d'une démarche participative dans le développement de projets éoliens en Ille-et-Vilaine. Cette étude donne à voir les déclinaisons des politiques publiques nationales à l'échelle locale ainsi que les stratégies d'acteurs qui se structurent autour des projets.

Dans la dernière contribution de cette partie, **Paul Jutteau** (université de Perpignan Via Domitia) montre le poids de l'histoire dans les modalités de développement de la méthanisation, à partir d'une comparaison entre anciens territoires de l'Allemagne de l'Est et de l'Ouest.

Dans l'ensemble des quatre contributions de cette partie, les auteurs analysent sous l'angle des rapports entre acteurs, dans des contextes locaux différenciés, les particularités qui peuvent s'observer dans le développement de projet d'infrastructures énergétiques. Ces contributions éclairent sur la manière dont la gouvernance territoriale peut être un vecteur de mise en œuvre de la « transition énergétique », mais également sur la façon dont la notion peut être utilisée voire détournée dans les discours au profit d'une politique énergétique de développement des énergies renouvelables.

Deux textes clôturent cet ouvrage. Le premier, rédigé par des membres de l'**Alliance ANCRE/ATHENA**, se présente comme une perspective au regard des recherches menées jusqu'à présent sur la thématique. Il affirme la nécessité pour les sciences sociales d'opérer un double retour réflexif autour de l'objet « transition énergétique » : une réflexion sur la notion elle-même et une réflexion sur la recherche aux prises avec un « mot d'ordre » politique. Ce texte fait suite à l'ouvrage produit par ce groupement scientifique (Labussière et Nadaï, *op. cit.*),

qui dressait, il y a un peu plus de quatre ans, un panorama des chantiers pour les sciences sociales autour des enjeux énergétiques du futur. Il indique ainsi les objets, pistes et méthodologies à poursuivre ou à ouvrir pour à la fois tisser des liens avec les autres sciences (physique, chimie, de l'ingénieur, biologie, etc.) investies dans les questions de transition énergétique, et donner toute leur place aux SHS dans l'examen des problématiques énergétiques contemporaines.

Le second, rédigé par **Joseph Cacciari**, referme l'ouvrage en revenant sur ses principaux apports. Les cas étudiés dans cet ouvrage montrent comment la notion de transition énergétique est le fruit de processus institutionnels formels ou empiriques. Ces processus donnent lieu à des conceptualisations plus ou moins durcies. Ce constat ouvre le champ à des recherches futures qui permettraient d'établir des liens entre les processus institutionnels de transition énergétique et les formes plus discrètes de celle-ci.

BIBLIOGRAPHIE

- AMIOT M., 1986, *Contre l'État, les sociologues : éléments pour une histoire de la sociologie urbaine en France : 1900-1980*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- BAFOIL F. (dir.), 2016, *L'énergie éolienne en Europe : conflits démocratie, acceptabilité sociale*, Paris, Les Presses de Sciences Po.
- BEAL V., 2016, « Modernisation écologique », in HAJEK I., HAMMAN P. et CHONE A. (dir.), *Guide des Humanités environnementales*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, p. 223-234.
- BESLAY C. et ZÉLEM M. C. (dir.), 2015, *Sociologie de l'énergie. Gouvernance et pratiques sociales*, Paris, CNRS Éditions.
- BOUNEAU C., 2014, « Les territoires de la transition énergétique en France : une perspective historique (XIX^e-XXI^e siècles) », *Revue Politique et Parlementaire*, n° 1073-1074, p. 189-201.
- BOUNEAU C. et VILA J. B. (dir.), 2016, « Transition énergétique et réforme territoriale. L'impact des lois de réforme territoriale et de transition énergétique », dossier thématique de *Énergie-Environnement-Infrastructures*, n° 1, p. 15-41.
- BOVAY C., 1987, *Énergie du quotidien. Aspects sociologiques et éthiques de la consommation d'énergie*, Genève, Labor et Fides.
- BURGER C. et MANCEBO F., 2013, « Champagne and Metal Flowers: Who is Invited to the Wind Generation Party in France? », in MICHELENA E. et HILLS J. M. (dir.), *Renewable Energy Governance*, Londres, Springer, p. 217-232.
- CACCIARI J., 2017, « Une "écologisation" précipitée du social, par-delà la précarité énergétique », in BARBIER J.-C. et POUSSOU-PLESSE M. (dir.), *Protection sociale : le savant et la politique*, Paris, La Découverte, coll. « Recherches », p. 101-119.
- CACCIARI J., DODIER R., FOURNIER P., GALLENGA G. et LAMANTHE A., 2014, « Observer la transition énergétique "par le bas". L'exemple des acteurs du bassin minier de Provence », *Métropolitiques* (en ligne).
- CALLON M., 2013, « Qu'est-ce qu'un agencement marchand? », in CALLON M. et al. (dir.), *Sociologie des agencements marchands*, Paris, Presses des Mines, p. 325-440.
- CHRISTEN G. et HAMMAN P., 2015, *Transition énergétique et inégalités environnementales : énergies renouvelables et implications citoyennes en Alsace*, Strasbourg, Presse universitaires de Strasbourg, collection « Études alsaciennes et rhénanes ».

- CHRISTEN G., HAMMAN P., JEHLING M. et WINTZ M. (dir.), 2014, *Systèmes énergétiques renouvelables en France et en Allemagne. Synergies et divergences*, Paris, Éditions Orizons.
- CIHUELO J., JOBERT A. et GRANDCLÉMENT C. (dir.), 2015, *Énergie et transformations sociales : enquêtes sur les interfaces énergétiques*, Paris, Lavoisier, coll. « Tec & Doc »
- COMBY J.-B., 2015, « À propos de la dépossession écologique des classes populaires », *Savoir/Agir*, n° 33, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, p. 23-30.
- DE CERTEAU M., 1990, *L'invention du quotidien*, Paris, Folio, coll. « Essais ».
- DESJEUX D. (dir.), 1996, *Anthropologie de l'électricité. Les objets électriques dans la vie quotidienne en France*, Paris, L'Harmattan.
- DRAETTA L., DELANOE A. et LICOPPE C., 2015, « Grid-Teams pour maîtriser la demande énergétique résidentielle. Une approche sociotechnique centrée sur l'utilisateur » in BESLAY C. et ZÉLEM M.-C. (dir.), *Sociologie de l'énergie. Gouvernance et pratiques sociales*, Paris, CNRS Éditions, p. 421-431.
- DUBUISSON-QUELLIER S. et PLESSZ M., 2013, « La théorie des pratiques », *Sociologie* (en ligne), Paris, Presses universitaires de France, vol. 4, n° 4.
- FABIANI J.-L., 2017, « Rural, environnement, sociologie », in HAMMAN Ph. (dir.), *Ruralité, nature et environnement*, Toulouse, Érès, p. 111-132.
- HAJEK I. et HAMMAN P. (dir.), 2015, *La gouvernance de la ville durable entre déclin et réinventions. Une comparaison Nord/Sud*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- KAUFMAN J.-C., 1988, *La chaleur du foyer. Analyse du repli domestique*, Paris, Méridiens-Klincksieck.
- KEMPF O., 2014, « Stratégie des réseaux : le cas des réseaux électriques intelligents », *Géoéconomie*, n° 69, p. 185-196.
- LABUSSIÈRE O. et NADAĀ A. (dir.), 2018, *Energy Transitions. A Socio-Technical Inquiry*, Palgrave.
- LABUSSIÈRE O. et NADAĀ A. (dir.), 2015, *L'énergie des sciences sociales*, Paris, Alliance Athena.
- LAMARD P. et STOSKOPF N. (dir.), 2018, *La transition énergétique : un concept historique?*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.
- LE BOURHIS J.-P. et LASCOURMES P., 2014, « Les résistances aux instruments de gouvernement. Essai d'inventaire et typologie des pratiques », in HALPERN C., LASCOURMES P. et LE GALÈS P. (dir.), *L'instrumentation de l'action publique. Controverses, résistances, effets*, Paris, Les Presses de Sciences Po, p. 493-520.
- LEES J., 2014, *Ethnographier la précarité énergétique. Au-delà de l'action publique, des mises à l'épreuve de l'habiter*, thèse de sociologie, EHESS Marseille.
- MELOSI M., 2010, « Energy Transitions in Historical Perspectives », in NADER L. (dir.), *The Energy Reader*, Chichester, Wiley-Blackwell, p. 45-60.
- ORTAR N. et SUBRÉMON H. (dir.), 2018, *L'énergie et ses usages domestiques. Anthropologie d'une transition en cours*, Paris, Éditions Pétra.
- POUMADERE M. et MAYS C., 2015, « Entre consommation durable et vie quotidienne. Les premiers balbutiements du compteur communicant en France et en Espagne », in BESLAY C. et ZÉLEM M. C. (dir.), *Sociologie de l'énergie. Gouvernance et pratiques sociales*, Paris, CNRS Éditions, p. 403-420.
- RUTHERFORD J. et COUTARD O., 2014, « Urban energy transitions: Places, processes and politics of socio-technical change », *Urban Studies*, Londres, SAGE Publications Ltd, p. 1353-1377.
- SCARWELL H., LEDUCQ D. et GROUX A. (dir.), 2015, *Réussir la transition énergétique*, Lille, Presses universitaires du Septentrion.
- ZÉLEM M.-C., 2010, *Politiques de Maîtrise de la demande d'énergie et résistances au Changement*, Paris, L'Harmattan.